

## Interview d'Édith Cresson: l'industrie automobile européenne et les importations de voitures japonaises (Paris, 29 janvier 2008)

**Source:** Interview d'Édith Cresson / ÉDITH CRESSON, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 29.01.2008. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:50, Couleur, Son original).

**Copyright:** Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_d\\_edith\\_cresson\\_l\\_industrie\\_automobile\\_europeenne\\_et\\_les\\_importations\\_de\\_voitures\\_japonaises\\_paris\\_29\\_janvier\\_2008-fr-ee7f8466-dadf-44bo-aaf8-5189d6ae292c.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_d_edith_cresson_l_industrie_automobile_europeenne_et_les_importations_de_voitures_japonaises_paris_29_janvier_2008-fr-ee7f8466-dadf-44bo-aaf8-5189d6ae292c.html)



**Date de dernière mise à jour:** 04/07/2016

## Interview d'Édith Cresson: l'industrie automobile européenne et les importations de voitures japonaises (Paris, 29 janvier 2008)

[Étienne Deschamps] Dès 83 vous devenez ministre du Commerce extérieur et du Redéploiement industriel.

[Édith Cresson] D'abord du Commerce extérieur seulement et ensuite seulement du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur. Oui.

[Étienne Deschamps] Quelle était à ce moment-là la dimension communautaire des dossiers dont vous aviez la charge?

[Édith Cresson] Pour le commerce extérieur. Oui.

[Étienne Deschamps] Des principaux dossiers dont vous avez eu à...

[Édith Cresson] Oui, bon, écoutez, il y a un problème fondamental déjà en Europe, on en reparlera peut-être tout à l'heure, c'est qu'il n'y a pas de ligne politique en ce qui concerne l'économie. Il n'y a rien. On le voit aujourd'hui avec les problèmes bancaires, il n'y a rien. On a des positions qui sont différentes des États-Unis. Enfin, je veux dire, s'il y a un problème qui est mondial c'est celui de la finance. Bon, donc, tout ça est absurde. En ce qui concerne le commerce extérieur, les Français qui sont de très bons producteurs et techniciens sont d'épouvantables commerçants, ils sont nuls pour vendre, nuls. Donc, il fallait les prendre par la main, ce que j'ai fait, j'ai emmené des charters entiers de P.M.E. partout dans le monde. On faisait de grandes expositions et surtout on faisait des «quick dating day», des rencontres où avec des partenaires étrangers ils pouvaient commencer à tisser des liens. On a réussi dans soixante-dix pourcent des cas, étaient positifs. Et les problèmes que nous avons, tout ceux que, d'abord ça n'intéressait personne au niveau communautaire, bien sûr, et j'ai eu plus tard à débattre lors d'un problème vraiment emblématique qui est celui de l'automobile. Je l'ai commencé quand j'étais plus tard aux Affaires européennes et là, j'ai vu effectivement ce que c'était. C'est-à-dire que c'était au moment où les voitures japonaises inondaient le marché européen. Avec tous les problèmes d'emploi naturellement à la clé. Donc, j'avais demandé qu'il y ait un moratoire sur l'importation des voitures japonaises qu'il y ait des quotas. Je me suis heurtée aux Anglais. Comme ils ne font plus d'automobiles ça leur était égal et puis ils sont pour le libéralisme total. Les Allemands, c'était plus subtil, c'est-à-dire que les Allemands vendaient en nombre d'automobiles moins qu'ils n'en achetaient aux Japonais mais en argent, comme elles sont plus chères, ça faisait plus. Donc, ils disaient nous on n'est absolument pas importateurs nets, pouvaient-ils dire. Mais, malgré tout, comme ils voyaient bien venir la progression des voitures japonaises ils s'abritaient derrière nous. Je ne demande pas mieux que de protéger les Allemands quand ça peut servir à quelque chose. Donc, nous avons avec nous vraiment les Italiens qui étaient formidables avec Fiat et par sympathie les Belges, les Espagnols parce que eux aussi ont des usines chez eux...

[Étienne Deschamps] Ils ont des intérêts eux aussi.

[Édith Cresson] ... les Grecs vraiment parce qu'on a su tisser des liens, et finalement nous avons eu une majorité. Et nous avons pu, nous avons sauvé je pense ou contribué à sauver la production automobile européenne. Ça intéressait tous les pays, c'est-à-dire qu'en Belgique il y a des usines où il y a eu par la suite des problèmes graves.

[Étienne Deschamps] Des usines de montage, bien sûr. Oui, oui, oui.

[Édith Cresson] Mais tout le monde était intéressé à ça. Et donc, les Anglais ont fini par accepter. J'avais avec moi les producteurs automobiles qui voulaient que ce soit moi qui négocie absolument. Ils sont allés voir Michel Rocard, qui était Premier Ministre, pour demander que ce soit moi qui négocie. Et nous avons des réunions qui étaient tenues secrètes à la villa Madame à Rome ou bien à l'ambassade d'Italie ici à Paris. Et avec les producteurs ça se passait bien, dans l'ensemble ça se passait très bien. Et on a réussi quand même, mais si je n'avais pas pris ce problème en main, effectivement il y aurait eu des conséquences désastreuses parce que les autorités communautaires, comme on dit, ne s'intéressaient pas au problème.

Normalement la Commission aurait dû...

[Étienne Deschamps] Mais j'allais vous le demander. La Commission ne faisait absolument...

[Édith Cresson] Non, non, non. Ah non, pas du tout. Non, non, non. Vous savez la doctrine de la Commission, elle a un tout petit peu changé dans la dernière période, mais la doctrine de la Commission c'est le libéralisme absolu, c'est-à-dire que, contrairement à ce que font par exemple les Américains, on laisse tout le monde faire ce qu'il veut et il n'est pas question de limiter quoi que ce soit. Ils considèrent que la France est un pays étatique qui veut, en quelque sorte colbertiste, et donc on est très attaqués là-dessus. Alors, je considère moi que bien sûr il faut être pour la circulation des marchandises mais il y a quand même un problème fondamental qu'on va d'ailleurs voir de plus en plus, c'est que les conditions de production ne sont pas du tout les mêmes. Eux ils ont des prix, des salaires qui sont dérisoires et nous on a des salaires corrects. Donc, si on veut éviter les délocalisations massives il va bien falloir se décider. Or, je n'ai pas vu l'amorce du début du commencement d'une réflexion au sein de la Commission à ce jour, là-dessus. C'est un problème vital. Il y a ça et le problème financier. Ces deux problèmes vitaux. On peut parler à perte de vue, faire tous les traités qu'on voudra sur les institutions, à partir du moment où il n'y a pas une philosophie de l'action et je dirais une ligne directrice claire, on va continuer à tourner en rond. Et donc, j'ai vécu effectivement tout ça et je me suis toujours opposée à cette tendance, je ne me suis pas fait que des amis, c'est sûr. Il y a une tendance qui est terrible à s'opposer à ce que nous ayons, comme ils disent, il ne faut pas de champion européen, il ne faut pas de champions nationaux naturellement, ça c'est le crime absolu, mais il ne faut même pas de champion européen. Il ne faut que des nains alors pour eux. Non mais c'est quand même stupéfiant. Les autres ont le droit d'avoir des champions qui vont s'implanter dans le monde entier et nous pas.

[Étienne Deschamps] Pas de fleuron européen?

[Édith Cresson] Pas de fleuron. Il n'en faut pas. Il n'en faut pas. Alors, cet espèce de nivellement par le bas, cet espèce de course à l'abîme est quelque chose d'absolument terrifiant pour l'emploi et donc aujourd'hui et bien je ne vois toujours pas de doctrine en matière économique qui soit de nature à sauver les emplois. Alors, on a fait l'Europe pour quoi? Bien sûr on vous dira pour qu'il n'y ait plus de guerre, enfin voilà. Bon on peut penser quand même que cette époque est un peu révolue. Maintenant, le problème c'est que la guerre elle est économique. Alors, ou bien on veut, face à cette guerre économique, nous doter des capacités pour lutter.

[Étienne Deschamps] D'instruments de défense militaire aussi.

[Édith Cresson] On a le potentiel intellectuel, on a vraiment tout en Europe. On a la capacité, on a de très bons chercheurs, on a des industriels qui peuvent être brillants. Simplement voilà, les Américains se dotent eux d'un certain nombre de règles et nous non. Quand Schneider a voulu fusionner avec Legrand, la Commission a interdit cette fusion. Schneider est un très grand de matériel électrique, électronique, etc., implanté dans le monde entier. Ils ont acheté une entreprise aux États-Unis qui s'appelle Square D. Bon, ce sont des gens dans le monde entier. Je connais très bien cette société. Bon, elle a voulu fusionner avec Legrand qui est plus petit mais qui était une entreprise locale, française, régionale mais brillante. La Commission l'a interdit après des mois et des mois et des mois de palabres.